

1/ Productions bovins lait

2009 : UNE ANNEE NOIRE POUR LES ELEVEURS LAITIERS

La chute drastique du prix du lait, qui s'est opérée à partir de l'automne 2008 pour se prolonger toute l'année 2009, se traduit par une baisse de plus de 50 % des revenus des éleveurs laitiers français.

Dans nos zones de polyculture élevage de l'Est de la France, les productions associées à l'activité laitière n'ont pas permis d'enrayer la chute des revenus ; au contraire dans les exploitations les plus tournées vers les cultures de vente, la baisse est encore plus marquée.

Malgré de très bons rendements végétaux...

L'année 2009 se classe parmi les bonnes années fourragères que ce soit au niveau des récoltes d'herbe ou de maïs. Pourtant les premières coupes de foin étaient en retrait par rapport à la normale en raison de fauches précoces et de la moindre fertilisation mise en œuvre. Malgré un mois d'août sec, il y a eu beaucoup de regains et avec de bons rendements. Les rendements en maïs ensilage ont été très bons, supérieurs à ceux de 2008 qui étaient déjà une bonne année. Ces bonnes récoltes permettent d'envisager sereinement l'hiver.

La moisson 2009 se caractérise par de très bons rendements en céréales à paille et d'excellents rendements en colza, en hausse de 5 q par rapport à la récolte précédente.

Des livraisons laitières en légère baisse

Comparativement à 2008, la collecte laitière était en net retrait sur les trois premiers mois de l'année ; d'avril à août elle a été supérieure et en automne elle est à nouveau tombée en dessous des niveaux de 2008. Au final pour l'année 2009, la collecte laitière devrait dans nos régions être en diminution de 1 à 2% par rapport à 2008. Sur la France entière le retrait est plus marqué et devrait être de l'ordre de 5%. Ce repli est sans doute lié à la conjoncture morose mais surtout au gel du dispositif d'allocations provisoires.

Les revenus plongent vertigineusement !

Le produit brut des exploitations laitières est d'environ 15 % inférieur à 2008. Le produit de l'atelier lait est en baisse de 18 % en raison de la chute de 16 % du prix du lait et d'une légère diminution des livraisons. Malgré les très bons rendements des céréales et du colza, le produit des grandes cultures se replie de 20 à 30 %. Seul le produit des ateliers viande résiste un peu mieux même s'il enregistre une baisse de 6 à 7%.

Dans le même temps les prix des intrants sont restés à des niveaux élevés. Malgré la baisse de 24% du prix des carburants, les coûts des engrais minéraux utilisés pour les récoltes de l'année sont en nette progression (la baisse n'a été ressentie qu'à partir de l'été). Le prix des concentrés a légèrement baissé mais les tourteaux de soja sont restés longtemps à un prix très élevé. Globalement les charges opérationnelles des exploitations laitières sont restées au niveau de l'année 2008.

Dans les conditions de bonne maîtrise des fermes des réseaux d'élevage, les marges des ateliers sont toutes en baisse : de 45 à 60 % pour les cultures de vente, de 20 à 25 % pour le lait et de l'ordre de 5 % pour la viande. Comparés aux résultats de 2008, les EBE chutent de 25 à 40 % et les revenus s'effondrent de 35 à 55%. Ces évolutions amènent à un

nivellement par le bas des revenus entre des exploitations laitières diversifiées avec des cultures et celles produisant de la viande en complément du lait. La baisse est plus forte pour les premières qui bénéficiaient en moyenne de revenus supérieurs en 2008, elle est relativement plus faible chez les secondes mais qui avaient des revenus inférieurs.

Tableau 1 : Résultats économiques 2009 et évolutions 2008-2009 dans trois systèmes laitiers représentatifs de l'Est de la France.

Source : Réseaux d'élevage bovins lait de l'Est de la France

	Mixte lait-viande		Laitier spécialisé		Polyculture élevage	
Main-d'œuvre	Un couple (1.5 UMO)		GAEC (2.0 UMO)		GAEC (3.0 UMO)	
Quota	160 000 litres		400 000 litres		569 000 litres	
Cheptel laitier	27 VL Prim'holstein		57 VL Prim'holstein		79 VL Prim'holstein	
Cheptel viande	9 VA Li. et 17 bœufs				37 taurillons	
SAU	93 ha		101 ha		240 ha	
dont herbe	73 ha		58 ha		75 ha	
dont maïs ensilage	6 ha		13 ha		30 ha	
dont cultures de vente	14 ha		30 ha		135 ha	
	2009 (€)	09/ 08	2009 (€)	09/ 08	2009 (€)	09/ 08
Produit brut	109 600	- 13 %	187 400	- 15 %	415 600	- 15 %
dont lait	47 200	- 18 %	118 000	- 18 %	167 850	- 18 %
dont viande	27 410	- 7 %	19 040	- 7 %	53 970	-6 %
dont cultures	8 380	- 30 %	21 060	- 24 %	109 480	- 21 %
Charges opérationnelles	35 800	- 3 %	67 400	1 %	161 400	+ 5 %
dont concentrés	9 720	- 20%	22 120	- 19 %	46 260	- 16 %
Charges de structure *	37 600	- 2 %	59 200	- 3 %	121 000	- 4 %
dont énergie**	6 580	- 12 %	9 120	- 15 %	21 670	- 15 %
EBE	36 200	- 28 %	60 800	- 35 %	133 100	- 36 %
Revenu disponible / UMO	15 100	- 38 %	16 300	- 50 %	23 200	- 52 %

* Hors amortissements et frais financiers

** Carburant, eau, gaz et électricité

Des perspectives incertaines pour l'année 2010...

Les produits laitiers industriels, la poudre de lait et surtout le beurre, ont connu un net redressement au second semestre 2009, ce qui peut laisser espérer un prix producteur sensiblement meilleur en 2010. Mais le marché reste fragile et l'embellie est avant tout liée au recul de l'offre alors que la consommation en Europe n'a pas retrouvé son dynamisme d'avant la crise et qu'il existe des stocks d'intervention importants plus particulièrement en poudre de lait.

Dans le même temps on peut s'attendre à une remontée des coûts de l'énergie (carburants, gaz, électricité) et des intrants qui en dépendent (engrais minéraux). Il est donc difficile de parier sur un renversement de situation pour les éleveurs laitiers en 2010. Cette nouvelle année pourrait être une année de convalescence en espérant des jours meilleurs.

L'année 2009 restera dans les mémoires comme une année catastrophique pour le revenu des éleveurs laitiers. Nombre d'entre eux connaissent aujourd'hui de très gros problèmes de trésorerie. Les stratégies d'économies, sur lesquelles les réseaux d'élevage ont communiqué, dans vos journaux, au cours des derniers mois, constituent des solutions en contexte de crise mais risquent de ne pas être suffisantes si le prix du lait reste au niveau de 2009. Il faut, pour la pérennité de l'activité laitière dans notre bassin de l'Est de la France, espérer un retour rapide à de meilleurs prix du lait.

«NOUS UTILISONS LE ROBOT DE TRAITE DEPUIS 18 MOIS»

La famille HIRTZBERGER, de Mance, près de Briey en Meurthe et Moselle, exploite une ferme lait-céréales-viande. En novembre 2009, ils ont installé un robot pour remplacer l'ancienne salle de traite usagée et pour faire face à un manque de main-d'œuvre. Après 18 mois d'utilisation, les éleveurs nous font part de leur nouvelle expérience avec un robot de traite

Le GAEC Saint Martin de Lorraine (Dominique et Ségolène HIRTZBERGER) comprend 298 ha dont 119 ha de prairies, 36 ha de maïs ensilage et 143 ha de céréales et colza. Les 54 vaches laitières produisent un quota de 458 000 litres. 48 vaches allaitantes valorisent les prairies de l'exploitation. Les mâles des 2 troupeaux sont engraisés en taurillons (50 ventes par an).

Une salle de traite en bout de course et une charge de travail importante

Début 2008, Dominique HIRTZBERGER et ses parents doivent prendre des décisions. La salle de traite épis 2 x 5 datant de 1983 trouve ses limites : les stalles sont trop petites et l'installation est très usagée. Les premiers devis de salles de traite neuves arrivent. Le coût est élevé et l'emplacement dans la stabulation paillée raclée existante n'est pas évident. D'autre part, le GAEC manque de main-d'œuvre. **« C'est à ce moment de la réflexion que nous nous sommes posé la question du robot »** nous dit Dominique HIRTZBERGER qui rajoute **« Nous avons alors fait appel à notre conseiller de la Chambre d'Agriculture pour étudier l'impact d'un robot sur le fonctionnement global de notre exploitation et surtout pour savoir si notre trésorerie était capable de supporter un tel investissement »**. Grâce à un système cohérent et des annuités qui baissent le projet est validé. **« Au départ, je n'étais pas trop pour le robot »**, nous lance Jean-Marie le père de Dominique **« L'informatique me faisait peur. Puis après quelques visites chez d'autres éleveurs, j'ai été rassuré »**. Au printemps 2008 après l'étude globale, la réflexion sur l'agencement du bâtiment, quelques visites d'exploitations et l'accord du banquier, la décision est prise d'acheter le robot. La mise en route a lieu début décembre 2008.

1500 litres de lait par vache en plus et 200 kg de concentrés en moins

Avant la mise en place du robot, en hiver, les vaches étaient nourries à l'auge avec $\frac{3}{4}$ d'ensilage de maïs, $\frac{1}{4}$ d'ensilage d'herbe, 2 kg de foin et 3 kg de correcteur azoté. Puis au-delà de 28 litres, elles recevaient au DAC de 0 à 1,5 kg de correcteur azoté et de 0 à 5 kg de concentré de production en fonction de leur niveau de production. Sur le reste de l'année, la cinquantaine de vaches pâtureait 10 ha d'herbe et recevait en permanence du maïs ensilage et du foin, la part de correcteur à l'auge évoluant en fonction de la quantité de maïs distribué.

Avec la mise en place du robot, la ration d'hiver reste identique. Les éleveurs ont simplement réduit le correcteur azoté à l'auge de 3 à 2 kg afin que les vaches les moins productives en aient au moins 1 kg à consommer au robot afin de les inciter à venir à la traite. Au robot les vaches reçoivent donc de 1 à 2 kg de correcteur azoté et de 0 à 5 kg de concentré de production. Sur la période de pâture, la surface mise à disposition n'est plus que de 7 ha pour assurer une fréquentation suffisante du robot. Les vaches consomment alors un peu plus de maïs avec un ajustement du correcteur à l'auge. Les quelques hectares de pâture libérés par les vaches laitières sont aujourd'hui valorisés par quelques vaches allaitantes supplémentaires.

Après 18 mois d'utilisation les résultats sont plutôt encourageants.

Tableau 1 : Evolution des principaux résultats de l'atelier lait :

Source : Réseaux d'élevage bovins lait de l'Est de la France

Périodes	1/10/2007 au 30/09/2008 sans robot	1/10/2008 au 30/09/2009 avec robot	Objectifs
Lait livré (l)	466 200	465 900	472 000
Lait aux veaux (l)	0	23 000	20 000
Nombre VL	59	52	55
Lait par vache (l/vl)	7912	9434	9000
Concentrés (kg/vl)	2356	2167	2000
Concentrés (g/l)	298	230	220
Concentrés (€/mille litres)	96	76	74
Cellules (milliers/ml)	257	378	<250
Butyriques (spores/l)	1470	960	<800

Grâce à une distribution plus optimisée des concentrés, une part de maïs plus importante et surtout une hausse de la fréquence de traite (2,8 à 3 traites par jour et par vache avec le robot), la productivité des laitières a augmenté de plus de 1500 litres en un an. Malgré une hausse du prix moyen de la tonne de concentré de 322 à 333 €, le coût de concentré a baissé de 20 € pour mille litres de lait. L'explication vient de la diminution des apports de correcteur azoté à l'auge et une distribution plus individualisée au robot. **« Avant, je déterminais mes apports de concentrés au DAC à partir des résultats mensuels du contrôle laitier. Aujourd'hui, le robot ajuste automatiquement la quantité de concentré quotidiennement pour chaque vache en fonction de la quantité de lait qu'elle produit réellement »**, nous explique Dominique. Comme dans les autres exploitations ayant mis en place un robot, les comptages cellulaires ont augmenté pendant les 6 mois de période d'adaptation puis sont heureusement revenus à la baisse. **« A la mise en place du robot nous avons des soucis de cellules à cause de notre vieille machine à traire. Après la phase d'adaptation, nous avons réalisé un travail de fond avec le vétérinaire. Cela commence à porter ses fruits aujourd'hui »**, nous confie Dominique.



La famille HIRTZBERGER, des éleveurs passionnés qui ont choisi le robot pour leurs vaches...et pour eux aussi.

Deux heures de travail en moins par jour et surtout plus de souplesse

« Nos vaches ont mis 3 semaines pour s'adapter au robot, nous 2 mois pour bien prendre en main la machine et 1 an pour maîtriser les impacts du robot sur le fonctionnement global de notre exploitation » ajoute Dominique. Aujourd'hui avec un peu de recul, les éleveurs estiment avoir économisé les 3 heures de traite contre 1 heure de suivi du robot. ***« Le robot ne dispense pas de s'occuper de ses vaches »*** souhaite rajouter Ségolène. Mais au-delà du temps gagné, c'est surtout la souplesse apportée par la machine que souhaite mettre en avant Jean-Marie ***« Quand nous sommes en moisson ou en chantier d'ensilage, nous ne sommes plus contraints d'être absolument là à 17 heures pour assurer la traite des vaches »***.

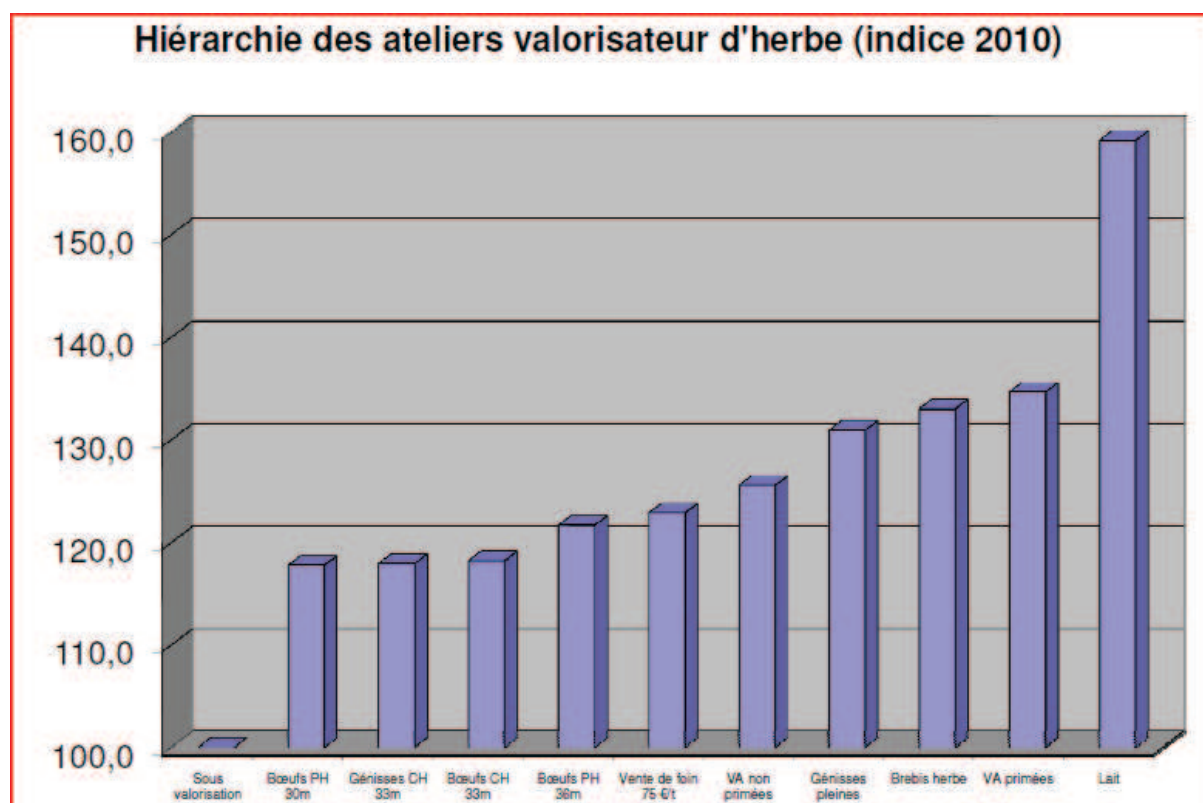
Bien sûr comme toutes les autres exploitations, le GAEC Saint Martin de Lorraine subit la crise (baisse du prix du lait et hausse des charges). Mais la gestion rigoureuse de l'exploitation a permis d'avoir une situation financière solide, ce qui permet aujourd'hui de faire face à cette conjoncture moins favorable...à condition que cela ne dure pas trop longtemps. Les éleveurs ne regrettent donc pas leur choix d'autant plus que le contexte céréalier n'est pas forcément plus joyeux. ***« Certes le coût de notre robot qui tourne 365 jours par an est élevé (170 000 € avec la maçonnerie) mais lorsque nous le comparons à une moissonneuse-batteuse qui tourne 15 jours dans l'année, cela nous rassure »*** souhaite conclure Dominique HIRTZBERGER.

COMMENT BIEN VALORISER SES PRAIRIES

Désormais depuis la dernière déclaration PAC, la surface en prairies permanentes d'une exploitation devra rester identique. En parallèle, dans les exploitations laitières, l'accroissement de la taille des troupeaux et l'augmentation de la productivité des vaches se traduisent souvent par une plus grande consommation de maïs ensilage au détriment de l'herbe. Ainsi, des stocks de foin, d'ensilage d'herbe ou des refus au pâturage risquent d'apparaître. Même si cela peut rassurer en année de sécheresse, une sous valorisation chronique se traduit par un manque à gagner et une baisse des résultats économiques. Quelles sont donc les possibilités les plus rentables pour valoriser ses excédents d'herbe ?

Graphique 1 : Hiérarchie des ateliers valorisateur d'herbe (indice 2010)

Source : Réseaux d'élevage bovins lait de l'Est de la France



Sur le graphique ci-contre, l'indice 100 correspond à l'excédent brut d'exploitation (EBE) d'une exploitation laitière où les surfaces en herbe ne sont pas correctement valorisées, ce qui est fréquent dans les exploitations laitières de la région. Les simulations économiques présentent les résultats obtenus en valorisant correctement les prairies avec différents ateliers herbivores. Les histogrammes du graphique comparent les EBE des différents systèmes par rapport à la situation initiale. Cela permet ainsi de mettre en évidence l'intérêt économique respectif de chaque atelier consommateur d'herbe.

Le lait demeure une valeur sûre

Sur le plan économique, le lait, même s'il procure le plus de travail, reste heureusement l'atelier le plus rentable pour valoriser des excédents d'herbe. Concrètement, une hausse de la référence laitière (dans le cadre d'une installation par exemple) sera économiquement

plus rentable que la mise en place d'un autre atelier. D'autre part, il est intéressant d'augmenter la part d'herbe (sous forme de pâture, d'ensilage d'herbe ou de foin) dans la ration des vaches. Cela se fait bien sûr dans la limite des places dans les bâtiments étant donné la baisse attendue du niveau de production des vaches. En second lieu, l'élevage de toutes ses génisses laitières, reste une opération très rentable pour consommer des excédents d'herbe ; celles-ci permettront de produire les éventuelles rallonges laitières, ou seront vendues pour la reproduction. En effet cela permet de dégager pratiquement le même niveau d'EBE que les brebis en système agneaux d'herbe ou que les vaches allaitantes primées mais avec une charge de travail moins importante.

Les vaches allaitantes primées et les ovins au même niveau

Dans le cadre du bilan de santé de la PAC, les primes vaches allaitantes restent couplées à 75 %. Les anciennes primes brebis (PBC) sont quant à elles totalement découplées. Mais une nouvelle prime ovine de 21 €/brebis (+ 3 € de contractualisation) est instaurée et sera versée chaque année à tout détenteur de plus de 50 brebis. Il est donc logique de retrouver ces deux productions de viande en tête. Mais il est rare de trouver des PMTVA sur les exploitations laitières et les vaches allaitantes nécessitent un logement spécifique. L'élevage du mouton est un métier à part entière qui demande une bonne maîtrise technique ainsi que de la disponibilité en main-d'œuvre. Ceci risque donc de limiter son essor dans les exploitations laitières où la main-d'œuvre est déjà limitée. Par contre cela peut être une solution intéressante dans les exploitations sociétaires avec de la main-d'œuvre disponible où l'un des membres serait passionné par cette production.



La production laitière valorise toujours bien les prairies

Le bœuf laitier reste la solution la plus simple

Depuis le découplage des primes bovins mâles, les vaches allaitantes non primées laissent une meilleure marge que les bœufs laitiers et le bilan de santé de la PAC ne modifie pas cette hiérarchie. En effet, le kg de viande issu de troupeau de race à viande est logiquement mieux payé que celui de race laitière. Mais dans la majorité des cas, le bœuf reste complémentaire du lait en raison d'une charge de travail moindre. Cependant, la mise en place d'un troupeau allaitant trouve un intérêt dans les exploitations qui achètent des veaux de 8 jours pour faire des bœufs ou dans des cas d'agrandissement des surfaces en herbe avec installation d'un jeune. Une vache allaitante non primée et sa suite valorisent la même surface qu'un bœuf de 36 mois (les 3 générations) et dégage environ 65 € d'EBE en plus par vache nourrice élevée. Ce n'est donc pas simplement ce faible écart de revenu qui doit déterminer le choix. A noter, également que depuis le découplage des primes bovins mâles, puis l'augmentation du prix des concentrés, il est préférable de conduire les bœufs prim'holstein à 36 mois plutôt qu'à 30 mois car ces derniers consomment davantage de concentrés qui coûtent chers.

L'achat de broutards pour produire des génisses ou des bœufs issus de race à viande arrive assez logiquement en retrait sur le plan économique car cela reste une production très spéculative qui dépend du prix d'achat du broutard et du prix de vente des animaux viande. De plus, il faut être prudent lors d'achats d'animaux à l'extérieur avec les risques sanitaires qui les accompagnent.

La valorisation des prairies reste un gage d'efficacité économique

La vente de foin bottelé à 75 €/t se situe bien, juste entre les vaches allaitantes non primées et les bœufs prim'holstein 36 mois. Avec une faible charge de travail, cela pourrait tenter certains éleveurs. Mais est-il bien prudent de bâtir un système sur la vente de foin ? En effet, à l'avenir, excepté en année de sécheresse, l'offre sera nettement supérieure à la demande. Les éleveurs concernés risquent alors tout simplement de ne pas trouver à le vendre et se retrouver dans la situation initiale de sous valorisation de l'herbe.

Le graphique nous montre donc bien qu'une sous valorisation des prairies pénalise le revenu de l'exploitation. Le bilan de santé de la PAC ne modifie pas l'ordre d'intérêt de chaque production suite au découplage des aides. Les exploitations avec un fonctionnement cohérent n'ont donc pas besoin de bouleverser leur système. Au-delà de la hiérarchie économique présentée dans cet article, il faut raisonner son atelier viande en complément du lait en prenant en compte les disponibilités en bâtiment et main-d'œuvre et bien sûr ses goûts personnels.

ADAPTATIONS DES ELEVAGES LAITIERS FACE A LA VOLATILITE DES PRIX ET DES VOLUMES

Les Réseaux d'élevage enquêtent sur la crise laitière

La campagne laitière 2009-2010 a été catastrophique pour les éleveurs laitiers. Comment les éleveurs se sont-ils adaptés ? Avec quelles conséquences sur leurs trésoreries ? Comment envisagent-ils l'avenir ? C'est ce que les réseaux d'élevage ont cherché à savoir en menant l'enquête auprès de 477 exploitations laitières en France dont 60 en Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne.

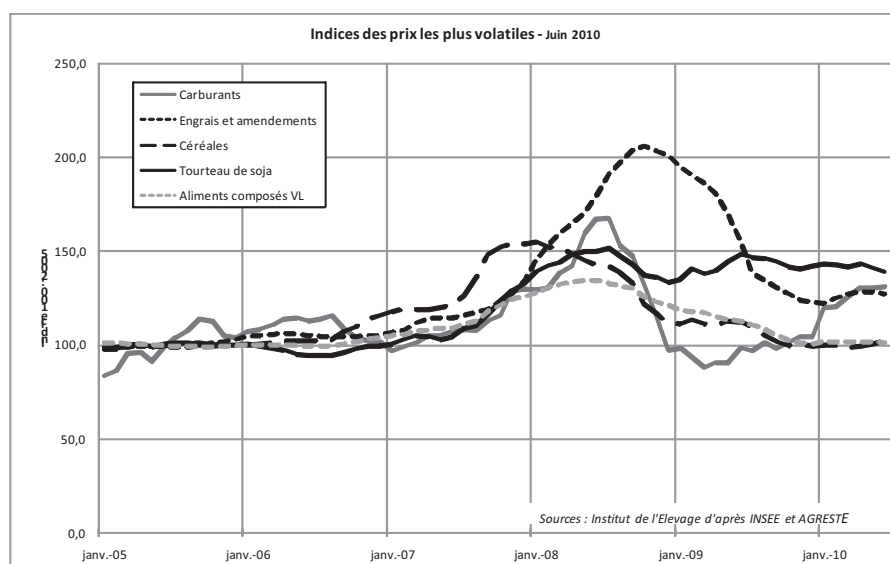
Après l'euphorie, la déprime...

Depuis l'instauration des quotas laitiers en 1983 et jusqu'en 2006, le volume attribué aux producteurs et le prix du lait étaient relativement stables. La campagne 2007-2008 a vu émerger un contexte très favorable à l'activité laitière en raison d'une offre mondiale déprimée, de stocks de beurre et poudre au plus bas et d'une demande mondiale croissante. Les producteurs ont pu bénéficier de rallonges exceptionnelles et de prix élevés.

De façon très contrastée, l'année laitière 2009-2010 a été marquée par la reprise de la production dans les pays traditionnellement exportateurs. Le marché est entré dans une crise profonde qui s'est manifestée de façon brutale sur le prix payé au producteur et sur les volumes individuels à produire. Dans le même temps les prix des principaux intrants nécessaires à l'activité laitière sont restés à un niveau élevé. La sanction économique a été très sévère avec des revenus 2009 en baisse de plus de 50% par rapport à 2008.

Graphique 1 : Indices des prix les plus volatiles (juin 2010)

Source : Réseaux d'élevage bovins lait de l'Est de la France



Une priorité pour les éleveurs : la réduction des charges

La collecte laitière française sur la campagne 2009-2010 a décroché dès le début par rapport à la campagne antérieure où les éleveurs étaient déjà en sous-réalisation. Ce retard de production chez nombre d'entre eux ne les a pas incités à mettre en œuvre des mesures visant à la réduction des volumes. C'est donc d'abord sur les coûts de production que les éleveurs ont tenté d'agir. La modification la plus notable au niveau de la conduite des laitières concerne le changement dans la nature des aliments avec le recours à des matières premières dans les mélanges fermiers en remplacement des concentrés composés du commerce. Un nombre important d'éleveurs enquêtés a adopté le tourteau de colza et a eu recours à ses propres céréales.

Un autre changement significatif concerne la baisse voire l'impasse que des éleveurs ont pu faire sur l'utilisation des engrais minéraux apportés sur les surfaces fourragères. Près d'un éleveur sur deux signale avoir réduit la fumure de fond sur tout ou partie de ses surfaces fourragères. Dans une moindre mesure, ils sont tout de même 38 % à déclarer avoir diminué l'utilisation de l'azote minéral.

Les services à l'élevage ont été affectés par la crise laitière. 20 % des éleveurs ont revu le contrôle des performances, le plus souvent dans le sens de l'allègement du service (moins de pesées, moins de conseil). 18 % des éleveurs ont réduit les dépenses d'insémination artificielle notamment par un recours accru à la monte naturelle. Enfin 16 % ont limité les dépenses sur les frais vétérinaires par plus de prévention et d'automédication.

Enfin avec la crise, beaucoup d'investissements en bâtiment, équipement et matériel ont été différés en attendant des jours meilleurs. On mesure ainsi que, quand l'élevage laitier est en crise, c'est un ensemble d'activités économiques en milieu rural qui se trouve aussi mise en difficulté.

Tableau 1 : Principales adaptations mises en œuvre par les éleveurs enquêtés

Source : Réseaux d'élevage bovins lait de l'Est de la France

	Pourcentage d'éleveurs concernés
Changement de nature des concentrés	33 %
Moins de concentrés	20 %
Moins de P2O5 et K2O sur les surfaces fourragères	46 %
Moins d'azote minéral sur les surfaces fourragères	38 %
Limitation du contrôle de performance	20 %
Limitation des frais d'insémination	18 %
Limitation des frais vétérinaires	16 %
Investissement matériel différé	37 %
Investissements bâtiment-équipement différé	26 %

Plus de 2/3 éleveurs ont connu des difficultés de trésorerie

Pour faire face à ces difficultés, les éleveurs ont pu en premier lieu mobiliser les réserves financières lorsqu'elles existaient ; ils ont aussi pour nombre d'entre eux diminué leurs prélèvements privés. Certains ont souscrit de nouveaux emprunts courts termes. Ils ont été nombreux à retenir les mesures du plan d'urgence proposé par le gouvernement (« prêt Sarkozy », report des cotisations sociales). Plus rarement, ils ont pu aussi renégocier les échéances de remboursement de leurs emprunts. Les ouvertures de crédits ou des allongements dans les délais de paiements des fournisseurs ont également été mis en œuvre. Quelques-uns ont même dû décapitaliser au niveau de leur cheptel pour générer la trésorerie nécessaire à leur fonctionnement.



En 2009-2010, les éleveurs laitiers ont dû faire face à une crise sans précédent

Malgré la crise, les éleveurs gardent le cap !

Dans cette étude nous avons comparé, à échantillon constant, les projections 2015 faites par les éleveurs à 2 années d'intervalle, en 2008 puis en 2010.

Il s'avère en moyenne que les projections sont assez proches malgré des conjonctures très différentes. On note toutefois une légère augmentation de la taille des structures projetées : plus de lait produit, plus de vaches, plus de surfaces, plus d'animaux viande. Seule la composante main-d'œuvre semble avoir été revue à la baisse et plus particulièrement l'emploi salarié. Cela confirme que la productivité du travail devrait continuer à augmenter et que, malheureusement, le salariat est une variable d'ajustement en temps de crise !

La structure moyenne projetée de notre échantillon constant produirait plus de 500 000 litres par an avec 66 vaches laitières et 2.3 unités de main-d'œuvre sur une surface de 128 ha dont la moitié serait dédiée à l'herbe et 19 ha au maïs fourrage.

Ce sont les bassins disposant des plus grandes structures qui enregistrent les plus fortes croissances (Sud-ouest, Poitou-Charentes-Centre et Est). C'est aussi la confirmation des dynamiques laitières observées pendant ces dernières décennies qui opposent les bassins à vocation laitière et ceux où cette production est fragilisée. Dans les premiers la densité laitière est forte, les installations restent importantes et la restructuration s'y opère plus lentement que dans les bassins à faible densité laitière, où l'activité laitière est concurrencée par d'autres productions et avec une restructuration rapide.

La campagne catastrophique 2009-2010 n'a pas détourné les éleveurs laitiers de leurs objectifs à long terme. Dans un contexte de crise, ils ont su une nouvelle fois mettre en œuvre rapidement des mesures susceptibles d'en atténuer l'impact économique. L'expérience de cette crise devrait amener les éleveurs à plus de prudence dans les investissements et plus de sécurité au niveau des trésoreries. Mais la pérennité de l'activité laitière nécessitera le retour rapide à des prix du lait plus rémunérateurs.

ADAPTATION DES ELEVAGES LAITIERS FACE A LA CRISE : TEMOIGNAGE DE LA FAMILLE BARBIER A RAVENNEFONTAINES (52)

Le GAEC de Séville est composé de 3 associés, Marie-Christine, Philippe et Cyril, et d'un salarié Anthony qui projette de s'installer fin 2010. L'exploitation est située en zone herbagère avec toutes les prairies engagées en « Natura 2000 ». Le lait est valorisé en « Emmental grand cru (label rouge) » avec un cahier des charges qui exige de produire à partir de foin. En période de crise, en plus de ces opportunités, les exploitants considèrent que s'adapter aux fluctuations économiques constitue un impératif de gestion de l'exploitation.

L'exploitation comprend 302 ha de SAU dont 218 ha de prairies permanentes et 84 ha de cultures pour la vente et l'autoconsommation. La référence laitière de 618 000 litres est réalisée avec un troupeau de 112 vaches Simmental à 5 500 litres/an. Tous les veaux sont élevés, les génisses vêlent à 3 ans et les bœufs sont vendus au même âge.

Adapter les consommations d'intrants : fertilisation et concentrés

Au niveau de la fertilisation, l'option prise est de valoriser au maximum les effluents d'élevage et de limiter les apports d'engrais de fond.

Toutes les prairies reçoivent uniquement 10 t/ha de fumier composté deux années sur trois. Le reste des effluents est épandu avant les céréales d'hiver. Sur les cultures en 2009, il y a eu une impasse totale de potasse et partielle de phosphore (- 60 %). L'objectif à terme est de rééquilibrer les surfaces d'épandage en faveur des cultures pour limiter les apports d'engrais.

La mise à l'herbe des vaches a lieu le plus tôt possible, ensuite, la surface est ramenée à 32 ares/VL fin avril puis à 62 ares/VL en été avec du foin toujours à disposition. En hiver, la ration est composée de foin et de regain avec 8 kg de concentré dont 2,2kg de concentré azoté.

Au total, les vaches reçoivent 1 500kg de concentré par an dont 25 % sous forme de concentrés azotés

Depuis la rentrée 2009, la complémentation azotée est remplacée par des matières premières : tourteaux de colza et drèches de blé.

Adapter la gestion des achats d'intrants

Pour les exploitants, la réduction des coûts de production passe aussi par une modification des pratiques d'achat des intrants : ils cherchent à acheter moins cher en jouant sur les quantités et se tenir informé pour saisir les opportunités qui se présentent.

Dans le cas de l'approvisionnement en ammonitrate, ils ont ainsi profité de la baisse des coûts de l'énergie début 2009 pour se couvrir pour les 2 campagnes suivantes : 205 €/t livré-payé en 2010.

Les exploitants ont opéré sur le même principe pour les achats de concentré. L'exploitation s'est approvisionné en tourteau de colza pour deux ans avec un contrat de prix réalisé au printemps 2009 pour une livraison payée à l'automne 2010 (141 €/t). Pour les veaux, le contrat pour les pulpes de betterave (123 €/t) et la luzerne déshydratée (153 €/t) a été effectué pour l'hiver 2010-2011, livré-payé à l'automne 2010.

En ce qui concerne les drèches de blé (166 €/t), pour l'hiver 2009-10 les exploitants se sont regroupés avec une autre exploitation du même type pour bénéficier d'un prix avantageux lié au volume (livraison en 25 t). Vu le prix contractué du tourteau de colza, l'opération ne sera pas renouvelée pour l'hiver 2010-2011.

Ce mode de gestion ne s'improvise pas et demande une très bonne gestion de trésorerie pour payer les commandes contractualisées en avance par rapport aux besoins de l'exploitation.

Par ailleurs, il faut également que l'exploitation se dote de capacités de stockage suffisantes pour accueillir les livraisons.

Tableau 1 : Evolution des principaux résultats de l'atelier lait

Source : Réseaux d'élevage bovins lait de l'Est de la France

Années civiles	2009	2008	2007
Lait livré	618 400 l	570 200 l	528 900 l
Produit brut	468 500 €	472 800 €	382 900 €
dont lait	210 400 €	221 600 €	175 300 €
Prix/1000 l	340 €	389 €	331 €
Charges opérationnelles	109 300 €	113 400 €	90 600 €
% PB	23%	24 %	24 %
dont concentrés	46 200 €	61 200 €	36 000 €
dont fertilisants	15 700 €	10 500 €	12 600 €
Charges structures hors amort . et F.F.	130 200 €	135 700 €	115 800 €
Excédent Brut d'Exploitation	229 000 €	223 800 €	176 600 €
% PB	49 %	48 %	46 %
Disponible	177 000 €	168 000 €	146 000 €

Adapter la conduite de l'élevage

Maintenir la pression sur la qualité du lait et donc sur le prix du lait est une exigence forte des éleveurs. Le fait de nourrir les veaux au lait entier permet de réaliser un tri des laits à cellules et donc de rester en dessous des seuils de pénalité en cas de problème.

La gestion du quota commence dès le printemps. L'enjeu est de produire un maximum de lait sur cette période où le coût de production est faible et d'anticiper sur des éventuelles rallonges de quota souvent annoncées tardivement. Pour 2009, c'était aussi une façon d'anticiper la baisse du prix du lait qui était annoncée à l'automne.

Une prévision laitière est réalisée en fin d'été pour prévoir les besoins de réformes et les ventes de génisses pleines. Pour les éleveurs, élever toutes ses génisses est un atout pour sécuriser et maximiser la productivité de l'atelier. Et ceci d'autant plus que l'exploitation est à dominante herbagère et le troupeau en race mixte. C'est ainsi que 7 vaches et génisses pleines ont pu être vendues sur 2009.

Cette conduite nécessite d'avoir suffisamment de stocks en fourrages et cheptel pour pouvoir être réactif d'une saison à l'autre.



« En situation de crise, il faut savoir adapter la technique à l'économique »

Toujours être dans l'anticipation...

La baisse du coût de production passe par la réduction des charges mais aussi par l'optimisation de la capacité de production. Depuis ces dernières années, le quota évolue grâce aux redistributions de référence, sauf en 2009 où les éleveurs ont opté pour l'achat de référence dans le cadre des TSST. Pour produire ce lait supplémentaire sans investir, les éleveurs ont fait le choix d'étaler les vêlages pour produire plus à l'herbe et démarrer plus tôt la gestion des volumes à livrer. Sur 2009, cette stratégie a permis le maintien du revenu de l'exploitation malgré la baisse du prix du lait.

Ces diverses allocations de quota, en plus de l'attribution réservée aux JA, vont faciliter l'installation d'Anthony sans agrandissement de surface.

Pour préserver une sécurité économique satisfaisante les exploitants ont introduit de la flexibilité dans la façon de produire et se sont dotés de leviers d'action internes : plus de génisses élevées, du lait entier aux veaux, une productivité des vaches en dessous du potentiel, plus de lait au pâturage, achats de matières premières ... Ce dernier point supposant une trésorerie solide elle-même résultant d'une bonne maîtrise globale de la conduite de l'exploitation.

La gestion économique de l'exploitation a autant d'importance que la maîtrise technique et ces 2 éléments doivent être cohérents. Ce que confirme le propos de Philippe « *celui qui ne cherche que les performances techniques ne peut pas s'inscrire dans une telle démarche...* »